



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale de BRETAGNE
après examen au cas par cas sur le zonage
d'assainissement des eaux pluviales de Muzillac (56)**

N°MRAe 2016-004263

Décision du 08 novembre 2016
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La présidente de la mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) de la région Bretagne ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et R. 122-18 ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du CGEDD ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 23 juin 2016 portant délégation pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, relative au **projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Muzillac (Morbihan)** reçue le 20 septembre 2016 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé, délégation territoriale du Morbihan, en date du 14 octobre 2016 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à définir :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ;

Considérant que le projet de zonage est conduit dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), en cours d'élaboration, qui prévoit notamment l'ouverture à l'urbanisation d'environ 21,39 ha à vocation d'habitat et 27,71 ha destinés au développement des activités économiques ;

Considérant que le projet de zonage prévoit :

- de privilégier l'infiltration des eaux pluviales et, à défaut, de réguler les eaux pluviales dans des ouvrages de stockage ;
- de dimensionner les ouvrages d'infiltration et de régulation sur les zones d'urbanisation future à partir d'une période de protection de 30 ans ;
- de fixer des coefficients d'imperméabilisation pour l'ensemble des zones urbanisées et à urbaniser ;

Considérant la localisation du projet de zonage de la commune dont le territoire est concerné par :

- le bassin versant de Saint-Eloi ;
- les sites Natura 2000 « Estuaire de la Vilaine » et « Baie de la Vilaine » institués respectivement au titre des directives « Habitats » et « Oiseaux » ;
- les Zones Naturelles d'Interêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) « Etang de Pen Mur » et « Estuaire de la Vilaine et marais dépendants » ;

Considérant que la mise en place en priorité des techniques d'infiltration des eaux pluviales permettra, dans les secteurs où elles pourront être mises en œuvre, d'éviter le rejet direct dans les réseaux et éventuellement le rejet direct dans les milieux naturels ;

Considérant que le choix de dimensionner les ouvrages à partir d'une période de retour de pluie trentennale permettra de réduire l'impact quantitatif et qualitatif des eaux pluviales du fait notamment d'un volume de stockage et d'une durée de décantation plus importants ;

Considérant que, d'une manière générale, le zonage privilégie les techniques « douces » de gestion des eaux pluviales lesquelles participeront à l'intégration paysagère des futurs aménagements ;

Considérant que le projet de zonage s'appuie sur un schéma directeur des eaux pluviales qui a notamment permis d'identifier les dysfonctionnements en situation actuelle et future et de proposer les aménagements et travaux nécessaires pour les résoudre dont une partie a déjà été achevée ;

Considérant que la collectivité a déjà planifié un programme de travaux visant à réduire les infiltrations d'eaux parasites dans les réseaux d'eaux usées et qu'une grande partie de ces derniers ont déjà été réalisés ;

Décide :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le **projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Muzillac est dispensé d'évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Cette décision, exonérant la personne publique responsable de la production d'une évaluation environnementale, est délivrée au regard des informations produites par celle-ci. Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des incidences ou une sensibilité particulière du milieu. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas la personne publique responsable de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, en particulier celui d'action préventive et de correction.

Article 4

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Par ailleurs, elle sera publiée sur le site Internet de la MRAe (www.mrae.developpement-durable.gouv.fr) ainsi que sur le site de la DREAL Bretagne (www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr).

Fait à Rennes, le 08 novembre 2016

La Présidente de la MRAe de la région Bretagne



Françoise GADBIN

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact ou d'une évaluation environnementale.

Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Service d'appui technique à la mission régionale d'Autorité environnementale Bretagne
(CoPrEv)
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex